

LES LOTERIES EN EUROPE : AU SERVICE DU BIEN COMMUN

En Europe, les loteries opèrent pour le bien public depuis 1441, date à laquelle le premier système de loterie a été conçu à Bruges (Belgique) : organiser un jeu avec de petits enjeux monétaires et utiliser les recettes pour financer des projets pour le bien commun. Aujourd'hui, les jeux de loterie sont toujours très répandus dans tous les États membres de l'UE et, surtout, ils continuent de générer des fonds pour le bien public. Ce modèle unique et le rôle sociétal important que jouent les loteries méritent d'être sauvegardés au niveau national et européen.

L'association European Lotteries (EL) est la plus importante et la plus représentative du secteur des loteries et des jeux d'argent en Europe. Présents dans 39 pays européens avec un total de

70 Membres (50 Membres d'EL se trouvent dans l'UE et 20 dans des États non-membres de l'UE), les Membres d'EL sont des opérateurs de loteries nationales et organisateurs d'autres jeux de hasard, y compris de paris sportifs. Rien qu'en 2022, les Membres d'EL ont obtenu plus de 22 milliards d'euros en faveur de la société et ont directement soutenu des projets de grande valeur liés au sport, au patrimoine culturel, à l'art, aux soins de santé, aux personnes handicapées/défavorisées, à l'éducation, à la science et à bien d'autres domaines. Les Membres d'EL n'opèrent que dans les juridictions où ils sont agréés par l'État et où ils se conforment à toutes les exigences légales (par exemple, lutte contre

le blanchiment d'argent, politiques de jeu responsable, etc.), et agissent en tant qu'opérateurs les plus responsables dans chaque juridiction.

Comme l'a établi la Cour de justice de l'UE, les services de jeux d'argent sont des activités économiques d'une nature particulière qui comportent des risques spécifiques. Pour des raisons impérieuses d'intérêt général, il existe des restrictions justifiées aux règles du marché intérieur qui s'appliquent à ce secteur. Alors que les services sont généralement autorisés à circuler librement au sein du marché intérieur de l'UE, il n'y a pas de reconnaissance mutuelle dans le secteur des jeux d'argent : une société autorisée à offrir certains services de jeux d'argent dans un État membre de l'UE n'a pas le droit d'offrir ces services dans un ou plusieurs autres États membres de l'UE. Le secteur est réglementé dans le plus strict respect du principe de subsidiarité, les autorités nationales étant les mieux placées pour le réglementer, conformément à l'abondante jurisprudence de la Cour de justice de l'UE.

EL représente un modèle de loterie sain et durable au profit de la société, fondé sur les valeurs de prévoyance, de responsabilité et d'intégrité. Les Membres d'EL s'engagent à prévenir activement les préjudices causés aux consommateurs et à mettre en œuvre les normes les plus rigoureuses en matière de jeu responsable. Ce faisant, les Membres d'EL visent à créer un impact social positif maximal pour la société.

Afin de façonner un avenir sûr et dynamique pour le secteur des loteries dans l'UE, EL a identifié 8 points clés afin de contribuer activement à tous les débats pertinents au niveau de l'UE.

"Rien qu'en 2022, les Membres d'EL ont obtenu plus de 22 milliards d'euros pour la société et ont soutenu directement des projets de grande valeur."

POINTS CLÉS

Maximiser l'impact social positif tout en minimisant les dommages

Sauvegarder le rôle unique des loteries nationales pour la société

En 2010, le Conseil de l'UE a reconnu l'impact positif des loteries sur la société. EL appelle les institutions européennes à réaffirmer et à protéger ce rôle unique que les loteries nationales jouent pour la société dans tous les États membres de l'UE, l'héritage culturel inscrit dans leurs traditions historiques et leurs principes.

Lutter contre les opérateurs illégaux et leur contenu en ligne

Tout opérateur offrant des services de jeux d'argent aux consommateurs dans un État membre de l'UE où il ne détient pas de licence nationale est de facto un opérateur illégal. Les décideurs politiques de l'UE devraient clairement distinguer les opérateurs légaux des opérateurs illégaux. EL salue le concept de signaleurs de confiance introduit par la loi sur les services numériques, qui constitue un outil puissant dans la lutte contre les contenus illégaux en ligne dans le secteur des loteries et des jeux d'argent au sens large. Ce qui est illégal hors ligne devrait également l'être en ligne.

Opérateurs fiscaux dans le pays du consommateur

Les opérateurs illégaux évitent de payer des impôts dans les pays où ils opèrent. Ce faisant, ils peuvent offrir des taux de redistribution plus attrayants, créant ainsi une concurrence déloyale pour les membres d'EL. EL demande instamment aux institutions de l'UE et aux États membres de l'UE de veiller à ce que tous les opérateurs de jeux d'argent paient des impôts dans le pays du consommateur. Cependant, les opérateurs ne deviennent pas légaux uniquement en payant des taxes.

Renforcer la protection des consommateurs en tirant parti de l'expertise nationale

En raison de sa nature particulière, le secteur est exempté de législations européennes spécifiques, la Commission européenne optant plutôt pour des initiatives non législatives en la matière. EL appelle les institutions européennes à maintenir cette approche, reconnaissant que les États membres de l'UE sont les mieux placés pour répondre aux besoins locaux et atteindre le plus haut niveau de protection des consommateurs dans le secteur des jeux d'argent.

Adopter une approche publicitaire en fonction des risques des jeux

La publicité joue un rôle crucial en orientant les consommateurs vers des offres légales et plus sûres. Elle devrait être gérée de manière responsable au niveau national, dans le cadre d'une procédure stricte en fonction des risques liés aux jeux. Ainsi, les jeux à haut risque devraient être soumis à des règles plus rigoureuses que les jeux à faible risque (jeux de loterie).

L'IA dans les jeux d'argent numériques : Explorer les opportunités, prévenir les abus

Si l'IA peut jouer un rôle important dans la protection des consommateurs et le jeu responsable, elle présente également des risques lorsqu'elle est utilisée à mauvais escient. Pour garantir son intégrité, la mise en œuvre de l'IA dans le secteur des loteries doit être soigneusement évaluée et déployée de manière éthique, conformément à la législation européenne et nationale en vigueur.

Intégrité du sport : Demander la ratification de la Convention de Macolin

EL soutient la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation des compétitions sportives et sa définition clé des "paris sportifs illégaux" : "toute activité de paris sportifs dont le type ou l'opérateur n'est pas autorisé par la loi applicable dans la juridiction où se trouve le consommateur". EL invite les institutions de l'UE et tous les États membres de l'UE qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention.

Inclure les loteries dans la future taxonomie environnementale et sociale

Dans toute discussion future sur la révision de la taxonomie environnementale ou de la future taxonomie sociale, les décideurs politiques de l'UE devraient prendre en compte les caractéristiques uniques des loteries. Une large exclusion sectorielle nuirait aux Membres de l'EL en entravant leur collaboration avec les investisseurs et les assureurs.



**THE EUROPEAN
LOTTERIES**

FOR THE BENEFIT OF SOCIETY